

Références documentaires autour de la loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités, dite “loi LRU”

Université de Toulouse-Le Mirail (Toulouse 2), le 21 décembre 2007, mise à jour 7/ AMN

Notes :

- pour alléger la présentation, l'accès aux documents en ligne se fait par double-clic sur le titre de la référence ;
- pour faciliter l'accès à l'information les liens proposés permettent d'accéder directement à la ressource documentaire ; tout organisme ou auteur qui souhaite faire retirer une référence ou modifier le type de lien, peut envoyer une demande à annie.metenier@univ-tlse2.fr
- la consultation d'archives télévisuelles étant souvent limitée dans le temps, les liens indiqués peuvent ne plus être pertinents ;
- les références ajoutées d'une version à l'autre sont désignées par un ●
- pour lire les documents au format PDF, télécharger, si besoin, Adobe Reader [ici](#)
- pour écouter les émissions de radio, télécharger, si besoin, Realplayer [ici](#)
- pour visionner les émissions de télévision, télécharger, si besoin, le lecteur Windows Media ou sa mise à jour [ici](#)

Plan de la bibliographie

Page d'actualités

1. Présentations de la loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités
2. Articles critiques sur la loi LRU
- 3 Contexte économique de la loi LRU
4. Le Plan licence
5. Les rapports publics
6. Motions de Conseils d'universités et d'autres instances institutionnelles
7. Appels ou motions d'universitaires contre la loi LRU
8. Aux sources et autour de la loi LRU, le système universitaire
9. Systèmes universitaires à l'étranger
10. Grève, action politique, démocratie...
11. Divers
12. Sites d'informations sur internet

LRU : Ce qui se passe sur le campus est très grave.

de Olivier KRAIF

Ce qui se passe en ce moment sur le campus est très grave. On matraque des étudiants grévistes non violents. Qui plus est, ce sont des universitaires - nos propres dirigeants - qui font appel aux forces de l'ordre. C'est sans précédent. L'Université était un sanctuaire, un contre-pouvoir, un lieu d'échange et de discussions. C'est aujourd'hui un lieu de répression. Ce qui se passe en ce moment sur le campus est très grave : en fait il ne se passe RIEN. La grande masse des personnels est absente. Les AG inter-U rassemblent quelques dizaines de membres du personnel. Comme si tout cela concernait une poignée de bloqueurs d'une part, et les forces de l'ordre d'autre part. Où sommes-nous ?

Ce qui se passe en ce moment sur le campus est très grave : une loi est en train de dessiner une AUTRE Université. L'Université de demain. L'Université de vos rêves - ou de vos cauchemars. Et tout ceci sans que vous ayez eu le temps d'y penser, sans que vous y ayez pris part - une loi votée comme ça, l'air de rien, un 10 août, pendant que vous tentiez d'oublier un peu votre métier pour penser à autre chose. Pendant que vous pensiez à autre chose, vos ministres eux, pensaient à vous. Ou plutôt : pour vous...

Ce qui se passe en ce moment sur le campus est très grave : votre métier est en passe de devenir un AUTRE métier. Vous pensiez avoir une mission : transmettre des connaissances à des étudiants - des connaissances générales, avec une valeur universelle, qui pourraient leur être utiles tout au long de leur vie d'adulte : en tant que professionnel, mais aussi en tant que citoyen, en tant qu'être pensant. Vous pensiez que ces connaissances -ou ces outils- sont la meilleure garantie d'une bonne insertion professionnelle, dans le long terme. Dans l'université de demain, ces connaissances seront finalisées, et leur valeur sera mesurée à l'aune de l'insertion professionnelle. Or, celle-ci peut-elle être mesurée autrement que dans l'espace du local et l'intervalle du court terme ? La valeur d'une connaissance est-elle réductible à sa rentabilité économique immédiate ?

Ce qui se passe en ce moment sur le campus est très grave : l'AUTONOMIE des Universités ne sera bientôt plus qu'un souvenir. Les Universités étaient dirigées par des universitaires, et financées par l'Etat. Les universitaires n'avaient de compte à rendre qu'à l'Etat, en fonction d'objectifs qu'ils s'étaient eux-mêmes fixés. Elles seront bientôt dirigées, en partie, par des acteurs du monde économique, et dépendront, en partie, des subsides de fondations privées. Elles auront des comptes à rendre au monde économique. Elle n'auront plus qu'une seule autonomie : gérer la pénurie financière. Avec les partenaires de leur choix.

Ce qui se passe en ce moment sur le campus est très grave : la science n'y sera bientôt plus libre. La finalité première de l'activité scientifique était de faire progresser la connaissance. Demain elle sera de faire fonctionner l'économie de la connaissance. La mission première de l'Université était de diffuser ces connaissances.

Demain elle sera de déposer des brevets pour les protéger. Dans un monde où certaines entreprises voudraient breveter le vivant, où seront les garde-fous ? Serons-nous contre-pouvoir, ou complices ? Que vous soyez pour ou contre la LRU, pour ou contre le blocage, pour ou contre le gouvernement, IL EST URGENT DE SE DONNER LE TEMPS de s'informer sur le texte, d'en évaluer les conséquences, de réfléchir sur ce que nous sommes et ce que nous voulons devenir. C'est une exigence démocratique. NOUS SOMMES LES PREMIERS CONCERNÉS. C'est pourquoi je me permets de vous écrire ce texte, en tant que membre de la même communauté.

Soyons nombreux aux AG des personnels, aux commissions de réflexion, mobilisons-nous ! Demain il sera trop tard. Bien trop tard, pour dire : nous ne savions pas...

Olivier Kraif

Maître de conférences en Informatique (Qui n'a aucune envie de devenir Maître de conférences en Certification Microsoft, ou Partenaire Intel, à l'Université Stendhal (TM))

Source : « [Rassembler la gauche](#) » Blog Politique PCF, domik27, le 19 décembre 2007

Le CNESER vote "contre" le budget 2008 de l'enseignement supérieur

La communauté universitaire, à travers le Cneser, a voté lundi "contre" le budget prévu pour 2008 par le ministère de l'Enseignement supérieur, par 37 voix "contre", 10 "pour" et 3 "abstentions", a-t-on appris auprès du Snesup-FSU. Le Conseil national de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (Cneser) est une instance représentative et consultative de la communauté universitaire. En outre, lors de ce Cneser, une intersyndicale Snesup-FSU, Unef, Snasub-FSU, FSU, Sup'cherche Unsa, SNPTES-Unsa, A&I-Unsa, Sgen-CFDT, FERC-Sup-CGT et FCPE a adopté une motion (30 voix "pour", 7 "contre", 6 "abstentions") demandant notamment au ministère de "s'engager sur un plan pluriannuel de créations d'emplois", indique le syndicat dans un communiqué. "Le Cneser considère que ce budget et sa répartition sont inacceptables. Le Cneser demande que le ministère s'engage sur un plan pluriannuel de créations d'emplois et qu'il accorde les financements nécessaires à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche", selon la motion. "Le budget 2008 ne prévoit aucune création de postes, alors que les manques en personnels de toutes catégories sont criants et que des créations de postes sont une condition nécessaire pour améliorer la réussite des étudiants en licence", poursuit le texte. "Quant au 1,8 milliard d'augmentation annoncé, il ne bénéficie réellement que marginalement aux étudiants, aux personnels, aux universités, aux organismes de recherche publique, puisque ces nouveaux crédits sont affectés pour l'essentiel à l'augmentation des exonérations d'impôts, à un jeu d'écriture sur le paiement des retraites des personnels, à des opérations immobilières prévues depuis longtemps", selon le signataire du texte.

Source : [Nousvousils](#), le 19 décembre 2007

NON AUX VIOLENCES POLICIÈRES CONTRE LE MOUVEMENT ÉTUDIANT

Le mouvement étudiant contre la LRU fait l'objet d'une répression inacceptable. Nous sommes indignés par les arrestations arbitraires, les brutalités policières et le recours systématique par la présidence de l'université Lyon 2 à la force publique et privée contre les étudiant-e-s. Nous refusons la criminalisation du mouvement et la gestion violente dont il fait l'objet à l'université de Lyon2. Le contrôle systématique des cartes CUMUL pour rentrer sur les campus universitaires, les fouilles de sacs et la banalisation de la présence des forces de l'ordre et de vigiles privés dans des universités nous apparaissent particulièrement inquiétants. Nous exprimons notre solidarité avec l'ensemble des inculpé-e-s dans le cadre du mouvement et demandons l'arrêt des poursuites engagées. Quoique l'on pense de la LRU et des formes de la mobilisation étudiante, ce sont des droits humains fondamentaux qui sont ici en cause.

Motion votée par le CA de l'ENS-LSH Lyon le 5 décembre 2007

[Lettre de mission de M. Nicolas SARKOZY, Président de la République, adressée à Mme Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche. 5 juillet 2007. \[en ligne\]](#)

● [Protocole cadre en vue de la conclusion d'un Contrat national pour la réussite des universités](#) entre Monsieur le Premier Ministre et Madame la Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et Monsieur le Premier Vice Président de la Conférence des Présidents d'Université représentant la Conférence des Présidents d'Université. Paris, 28 novembre 2007.
Source : Université de Poitiers.

1. Présentations de la loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités

- [La loi LRU sur Légifrance](#) ou [sur le site du Ministère de l'Enseignement](#)

- [Le Code de l'éducation modifié par la loi LRU](#). Version qui met en évidence les modifications produites par la Loi LRU.

- [Le calendrier d'application de la réforme LRU](#) sur le site du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

- [Ce qu'apporte la réforme aux personnels des universités : ce qu'apporte la réforme aux personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques](#) / MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE. 12 sept. 2007. [en ligne].

Sur ce site intitulé " Nouvelle université pour l'égalité des chances " produit par le Ministère et entièrement consacré à la réforme de l'université, hormis le texte de la loi LRU, on trouve aussi des articles explicatifs du texte législatifs, les arguments pour sa mise en place, des vidéos où Valérie Pécresse explique la réforme, le calendrier de sa mise en oeuvre ainsi que : [les 5 chantiers de la réforme](#) (les conditions de vie des étudiants, les carrières des personnels de l'université, les conditions d'exercice des missions d'enseignement et recherche, le statut des jeunes chercheurs et des enseignants-chercheurs, la réussite en licence...).

- [Compte rendu intégral des débats sous la présidence de M. Christian Poncelet. Libertés et responsabilités des universités : Adoption des conclusions du rapport d'une commission mixte paritaire](#) / SENAT, 1er août 2007, 10 p. .

.Débats de la Commission mixte paritaire qui présentait, en bout de course, la loi devant le Sénat discussion générale et explication de vote. Lire la **discussion générale** : toutes les remarques sont intéressantes y compris celles des sénateurs UMP ou UDF. Remarquez le vocabulaire et les thèmes de préoccupation relevant du vocabulaire économique plutôt que du lexique pédagogique... et au passage l'intervention de Jean-Léonce Dupont (UDF) qui dit " *Le futur président pourra donc ne pas appartenir à l'université concernée*". Dans ce même paragraphe, les termes "professeurs associés ou invités" signifient, pour ceux qui connaissent un peu l'université, qu'il pourra même être un professionnel contractuel sur des fonctions d'enseignant (par exemple en tant que PAST). Lire les réserves émises -dans les explications de vote- par les socialistes qui vont voter contre le projet de loi ainsi que par Yves Fréville, sénateur UMP (!) et professeur d'université. Et pour finir, vous rechercherez les modifications qui sont apportées au Code des impôts par la loi LRU...

- [Projet de loi relatif aux libertés et responsabilités des universités](#) / Commission mixte paritaire, 1er août 2007.

Lire les explications de vote, notamment l'intervention de David ASSOULINE " *Bien entendu, il n'est pas écrit noir sur blanc, dans ce projet de loi, que les universités vont désormais se livrer à une concurrence sauvage. Cependant, des jalons sont posés : l'hyper-présidentialisation, l'affaiblissement de la démocratie, la remise en cause des statuts.* "

- [L'ensemble du Dossier législatif](#) : travaux préparatoires, travaux du Sénat, de l'Assemblée nationale et de la Commission Mixte Paritaire. Procédure d'urgence (une seule lecture du projet de loi par chambre). 4 juillet- 1^{er} août 2007.

- [Loi relative aux libertés et responsabilités des universités](#) sur Wikipedia. (attention, article soumis à variations.)

- [Présentation de la loi n°2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités modifiant le code de l'éducation](#). UNIVERSITÉ DE CAEN BASSE-NORMANDIE, Direction des Affaires juridique. 22 pages. Tableau comparatif présentant le texte initial et les modifications apportées par la loi LRU.

- [Loi Pécresse, ce qui change à partir de la rentrée : analyse de la loi n°2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités](#). Journal officiel du 11 août 2007. L'OFFICIEL DE LA RECHERCHE ET DU SUPÉRIEUR. Cahier de l'ORS n° 7, 04 septembre 2007.

2. Articles critiques sur la loi LRU

- [La pédagogie est la grande absente des discours contre la LRU](#). Xavier DUNEZAT (professeur de sciences économiques et sociales en lycée). *Le Mensuel de l'Université* n°21, décembre 2007.
« Dans un texte militant et incisif, Xavier Dunezat, ancien maître de conférences en sociologie, présente ce qui lui paraît être les faiblesses principales du système de recrutement des enseignants chercheurs à l'université. Il livre également une analyse personnelle des conditions dans lesquelles les enseignants chercheurs exercent leur métier, en questionnant la dimension pédagogique de celui-ci »
- [Que faire de la démocratisation à l'université ?](#) Armelle ANDRO (Maîtresse de Conférence à Paris I) ; Marie-Hélène BACQUE (Professeure à l'université d'Evry). *Mouvements*, rubrique Fabrique des idées, 11 décembre 2007.
« L'université, censée assurer la transmission des savoirs et l'insertion professionnelle des étudiants, assume imparfaitement ces tâches. Le texte proposé esquisse des propositions alternatives à la réforme dite LRU ».
- [Pour une véritable autonomie de l'enseignement supérieur et de la recherche](#). Jérôme BOURDIEU (économiste, INRA) ; Didier CHATENAY (physicien, CNRS). (texte publié dans *L'Humanité* du 4 décembre en version courte). 11 déc. 2007.
- « [Cette loi a de bons aspects](#) ». Jean-Robert PITTE (président de l'université Paris-Sorbonne). Propos recueillis par Jean-Louis Dell'Oro. *Contrepoint* n°5, octobre 2007, page 5.
- [L'université : la fin des humanités ? : le débat sur la loi LRU](#). Roland GORI (professeur de psychopathologie clinique à l'université d'Aix-Marseille). *L'Humanité*, 12 décembre 2007.
- [Loi LRU, loi Pécresse](#). Olivier ERTZSCHEID (Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, Université de Nantes, IUT La Roche sur Yon). Sur le site de SLU, 17 novembre 2007.
- [La réforme Pécresse malmène les sciences humaines](#). Marc THILAND, sociologue. *Marianne* 2, 28 novembre 2007.
« Le projet de réforme des universités poursuit des objectifs de formatage technique au détriment des sciences humaines. Un mal proprement français. »
- [Loi LRU: pour une clarification des situations dans l'Université](#). Jean-Frédéric SCHAUB (Directeur d'études à l'EHESS). Rue89, le 9 décembre 2007. [Lire aussi les commentaires qui suivent l'article dans la rubrique « Réactions »].
- [Des enseignants-chercheurs contre la loi sur l'Université](#). COLLECTIF. Rue89, 6 décembre 2007.
- [La fin d'une autonomie financière et intellectuelle réforme des universités françaises : une question européenne et mondiale](#) suivi d'un complément [Fondations, le pouvoir du privé sur l'université Mythe ou réalité](#). DELEPOUVE, Marc [Secrétaire général Attac et Snesup-Fsu). 22 novembre 2007 ; 1er décembre 2007.
Du même auteur : [Université, une pièce maîtresse du projet néolibéral](#), 29 juin 2007.
- [Analyse critique et prospective de la L.R.U.](#) COLLECTIF DES PERSONNELS DE L'UNIVERSITE DE CAEN, BASSE-NORMANDIE. [4 décembre 2007], 4 pages.
« La loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (LRU, dite loi d'autonomie ou encore loi Pécresse) a été promulguée le 10 août dernier. Elle comporte de nombreuses dispositions à haut risque pour la démocratie, l'équité, le statut de la fonction publique et des personnels, le fonctionnement serein des universités... Sous les mots-clés « autonomie » et « gouvernance », l'objectif de cette loi est de recomposer le paysage universitaire en instituant des mécanismes concurrentiels entre universités et entre individus, en réduisant l'expression et le contrôle démocratique des structures, en augmentant la dépendance des établissements à l'égard des financements externes.»
- Les étudiants dans la rue : une mobilisation bienvenue contre la loi dite LRU. / Frédéric NEYRAT, sociologue, Université de Limoges, [en ligne]. *Mouvements*, rubrique Fabrique des idées. 19 novembre-17 décembre 2007. Analyse de la loi LRU en 3 parties :
 - partie 1 : [Un hyperprésident, c'est déjà trop ! Alors quand la LRU prévoit de les multiplier...](#)
« une nouvelle réforme libérale de l'université qui donne les pleins pouvoirs aux présidents, au détriment de la communauté universitaire elle-même ».
 - partie 2 : [Le darwinisme social appliqué à l'enseignement supérieur ou les effets de la mise en concurrence des universités](#)
« La loi dite LRU vise une mise en concurrence des universités qui relève du darwinisme social et pourrait se résumer ainsi : "que la plus riche gagne !" ».
 - partie 3 : [Quand les Universités seront devenues « libres et responsables », la hausse des droits d'inscription sera inéluctable...](#)
« Ce dernier volet analyse le discours de la compétitivité, déployé par les défenseurs de la LRU. Quand la "saine émulation" entre universités (inégalement dotées) se fait au détriment de la redistribution et des financements publics. ».

• [L'université n'est pas une entreprise](#). Huguette BELLO (députée PCR de la Réunion). *L'Humanité*, rubrique Tribune libre L'Humanité des débats, le 28 juillet 2007.

- [La recette du Monsieur Université et Recherche de Sarkozy : Université, les trois clefs de l'excellence](#). Entretien de Bernard BELLOC [ancien président de l'Université Toulouse I et ancien président de la CPU] avec Patrick FAUCONNIER. *Le Nouvel Observateur*, 22-28 novembre 2007. p. 50-52.

- [La question universitaire : l'idéal universitaire de Bernard Belloc](#). Sandrine COSTAMAGNO (chargée de recherche CNRS), François BON, Nicolas VALDEYRON (maîtres de conférences, Université Toulouse II). *Le Nouvel Observateur*, Commentaire de l'entretien « *Université, les trois clefs de l'excellence* » accordé au *Nouvel Observateur* par Bernard BELLOC (voir référence précédente).

- [Le vrai enjeu est de savoir si la loi LRU augmentera les écarts entre universités](#). [questions posées à Christine MUSSELIN, Directrice du Centre de Sociologie des Organisations]. Mathilde GERARD. *Le Monde*, 21 novembre 2007.

-  [Université, le grand soir : réfutations II](#) / Thomas LACOSTE. Production : L'Autre campagne ; Sauvons la recherche. 2007. 68 mn. [en ligne] [\[DVD du film achetable directement à partir du site internet ainsi que d'autres films sur l'université mais aussi, l'Europe, le travail, l'immigration, la détention carcérale, féminisme et démocratie sexuelle, la xénophobie...\]](#). Intervenants : Christian de Montlibert, sociologue, Université Marc Bloch de Strasbourg (CRESS) ; Anaïs de Courson, comédienne ; Christophe Charles, historien, Université Paris I Panthéon-Sorbonne ; Jacqueline Heinen, sociologue, Université de Versailles, présidente du Conseil d'administration de la CP-CNU (Conférence permanente du Conseil national des universités) ; Eric Herbert, physicien, Université Paris VII ; Sophie Pochic, sociologue, CNRS / EHESS-ENS ; Daniel Steinmetz, chimiste, Génie chimique Toulouse, syndicat des Travaillleurs de la recherche scientifique ; Bernard Convert, sociologue, Université Lille I (CLERCE) ; Hélène Combes, politiste, Université Paris I ; René Bagorski, conseiller fédéral CGT chargé des activités de la formation initiale et continue ; Frédéric Neyrat, sociologue, Université de Limoges (GRESOC).

- [Le capitalisme français et la question universitaire](#) / Olivier GEBÜHRER ; Ivan LAVALLEE. Tribune libre in *L'Humanité*, 28 Juillet 2007. (**attention, l'article est sous le formulaire « envoi à un ami »**).

- [Réflexion sur l'université française](#) / Esther BENBASSA (Ecole Pratique des Hautes Etudes). *Revue du MAUSS permanente*, 19 juin 2007. Article paru également dans *Libération* le 13 juin 2007 sous le titre “ Doper le féodalisme... le projet de loi sur l'autonomie risque de renforcer les inégalités entre les universités ”. Suivi d'une réponse de François VATIN.

- [Université : la réforme oui, mais pas celle-là](#). Jean FABBRI [maître de conférences de mathématiques à l'université de Tours, secrétaire général du Snesup-FSU]. *Le Monde*, 30 novembre 2007. [en ligne]

- [Facs riches contre facs pauvres ? Les ambiguïtés de la loi Pécresse](#). Patrick FAUCONNIER. *Le Nouvel Observateur*, 22 novembre 2007. 2 pages.

- [De la stratégie de Lisbonne à la nouvelle loi française sur l'université \(LRU\) : la mise en œuvre d'un projet de société](#). ATTAC France. 18 novembre 2007. « *Super pouvoir, mise à disposition du privé, recherche de rentabilité. En guise de conclusion, ce qu'aurait pu proposer une bonne réforme* ».

-  « [On ouvre la voie aux guérillas universitaires, aux magouilles, au copinage](#) » Bertrand MONTHUBERT, Président de l'association Sauvons la recherche (SLR). Propos recueillis par Karl LASKE pour Le Contre-Journal - Libé-labo. 7 décembre 2007. 14 mn. [lire aussi la transcription de l'entretien, sur la même page URL].

-  [Faut-il accorder plus d'autonomie aux universités ?](#) Présentée par Olivier Mazerolle. Invités : Jean-Pierre GIRAN (Député UMP du Var, Secrétaire National en charge de l'Education) ; Laurent BATSCH (Président de l'Université de Paris Dauphine) ; Benjamin VÉTELÉ, Vice Président du syndicat étudiant UNEF. BFM Radio, Les Grands débats de BMF, diffusée le 27 juin 2007. 43 mn. [**le journal d'actualités précède et entrecoupe l'émission**].

-  [Duel sur la 3 : Invitée, Valérie Pécresse](#). Émission de télévision présentée par Christine Ockrent. Réalisation : Philippe Lallemand. Invités : Valérie PÉCRESE (Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) ; Simone Bonnafous (Présidente de l'université Paris 12, Val de Marne) ; Bruno Julliard (Président de l'Unef) ; Philippe Pouletty (Président de France Biotech) ; Julie Coudry (Présidente Confédération étudiante) ; Frédéric Martel (Ecrivain et journaliste). France 3, diffusion le 25 novembre 2007. 1h33.

- [Brochure fédérale sur la LRU : Loi relative aux libertés et responsabilités des universités \(dite LRU\) : Petite analyse pour y voir plus clair](#). SUD-ETUDIANT. Document fédéral d'analyse, Commission Expertise. 24 Septembre 2007. 24 pages. [**attention : lecture difficile car la pagination est prévue pour une édition papier type brochure**].

-  [Réforme des universités : L'autonomie pour quoi faire, simple outil de gestion ou début de privatisation ?](#) Restitution sonore de la conférence tenue à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille, organisée par ATTAC Lille avec Sauvons La Recherche (SLR) et le SNESup-FSU. Passerelle Sud, le jeudi 22 Novembre 2007. 68 mn.

Intervenants : Jean GADREY (Professeur émérite d'économie, Université Lille 1, Membre du conseil scientifique d'ATTAC-France), 6mn40 + 8 mn. ; Claire BORNAIS (Professeur agrégé de Mathématiques, université Lille 1, Secrétaire adjointe du SNESup de Lille 1), 30 mn27 ; Frédéric SAWICKI (Directeur du CERAPS, Centre d'Etudes et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales, Université Lille 2. Responsable du groupe enseignement supérieur de SLR), 22 mn. Thèmes abordés :

- la marchandisation, les changements principaux apportés par la loi (missions, orientation active, aide à l'insertion professionnelle, modifications de la gouvernance, recrutement des personnels, compétences élargies, ressources humaines, budget global, « limitation de l'autonomie en matière d'emplois », fongibilité asymétrique, dévolution du patrimoine immobilier, autres sources de financement, les fondations...) ;
 - une loi qui engendre des changements fondamentaux (mise en concurrence des universités, politique contractuelle de financement, recherche de ressources propres (les fondations), conséquences prévisibles de la mise en concurrence, financements par objectifs, augmentation de la précarité, baisse de rémunération -exemple du modèle belge-, perte de liberté, dégradation du service public, frais d'inscription) ;
 - la compétitivité de la recherche ; le contrôle des entreprises, le cas des revenus des universités américaines, le système d'aide aux études.) ; un choix de société ; transfert vers l'industrie ; les grandes écoles ;
 - LRU et politique budgétaire, les crédits d'impôt, où va l'argent ? la logique de la LOLF ; échec et mise à niveau ; massification de l'enseignement supérieur ; Grande Bretagne, création d'emplois d'audit, bureaucratie ; règles pour la création de diplômes ; autonomie et modèle managérial.
 - Que faire ? « une loi qui ne règle rien », « une mise à niveau équitable », « prendre notre sort en main ».
- L'avènement du système des droits d'inscription -un exemple aux USA, la question des recettes publiques, les réductions d'impôts, le partage de la valeur ajoutée en France, les impôts des pauvres ne financent pas les études des riches.

-  [Ce soir \(ou jamais\) : de l'université.](#) Émission de télévision présentée par Frédéric Taddei. Réalisation : Nicolas Ferrero. France 3, diffusion le 22 novembre 2007. 1h31.

Invités Valérie PÉCRESSÉ (Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) ; Jean-Robert Pitte (président de la Sorbonne Paris IV) ; Robi Morder (juriste, président du Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants -GERME), Eric Maurin (économiste et sociologue) ; Antoine Compagnon (professeur et historien de la littérature française, université Paris IV et New York, Columbia et Collège de France) ; Constantin Von Barloewen (anthropologue, université de Karlsruhe –Allemagne- et membre du conseil scientifique de l'université d'Harvard) ; Gilbert Béréziat (ancien président de l'université Pierre et Marie Curie, délégué général de l'Alliance Paris Universitas).

-  [L'invité d'Inter : Valérie Pécresse.](#) FRANCE-INTER : émission « le 7-10 ». Entretien avec Nicolas Demorand. Le 9 novembre 2007. A écouter aussi sur <http://infolepeccresse.over-blog.com/>.

-  [L'Université française rattrape-t-elle son retard ?](#) La Chaîne Parlementaire : Audit public. 20 novembre 2007, 87 mn. Invités : Valérie Pécresse (Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) ; Alain Claes (député socialiste), Benoist Apparu (député UMP rapporteur de la loi LRU), Nadine Tournois (VP Université de Nice), Laurent Batsch (Président de Paris Dauphine), Eric Lemaire (Directeur de la communication, Axa).

-  [L'université d'automne de «Sauvons la Recherche» : Table-ronde et atelier sur les réformes de l'enseignement supérieur.](#) Canal U, Colloques et conférences. 1h36 mn.

Intervenants : Mme Francine DEMICHEL (ancienne Directrice de l'enseignement supérieur, MJENR), M. C. CHARLE (Président de l'ARESER), M. C. DESCHAMPS (ancien président de l'Union des Professeurs de Spéciales), M. B. JULLIARD (président de l'UNEF), M. D. FILATRE (président de l'université du Mirail).

3. Contexte économique de la loi LRU

• [Financement des Universités, Financement des Etudes.](#) Alain TRANNOY (EHESS ; GREQAM-IDEP). Entretiens de l'Association française de sciences économiques (AFSE), 16 mars 2006. Argumentaire en faveur de l'idée de prêt à remboursement contingent au revenu

• [L'économie de la connaissance à l'épreuve du recrutement.](#) Marie DURU-BELLAT. La Vie des Idées, Interventions & débats. 6 décembre 2007.

• [Université : un autre financement est possible.](#) Eric MAURIN. La Vie des Idées, Interventions & débats. 13 novembre 2007.

• [Milton Friedman, Katrina et la LRU.](#) GADREY, Jean (Professeur émérite d'économie à l'Université Lille 1 et membre du CNIS (Conseil National de l'Information Statistique). *Alternatives économiques*, [13 décembre 2007].

● [La mesure de la performance dans le cadre de la mise en oeuvre de la LOLF dans l'enseignement supérieur](#). Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche. Rapport - n° 2007-070, juillet 2007, 47 pages.

- **Partenariat public-privé : prendre la bonne décision**. *L'Officiel du supérieur et de la recherche* n°23, novembre 2007. Uniquement sur abonnement (voir avec votre établissement).

► [La loi relative aux libertés et responsabilités des universités : essai de mise en perspective](#). Annie VINOKUR Université de Nanterre). *Revue de la régulation* n°2, janvier 2008, Varia, 17 pages. [En ligne], mis en ligne le 28 novembre 2007]. Un document un peu technique, mais d'un tout autre bord que l'article de J-L. Gaffard (*Lettre de l'OCDE* n°292), autre courant théorique de la science économique, point de vue critique sur la LRU, écrit par une spécialiste de l'économie de l'éducation... pour comprendre les logiques "managériales" qui sous-tendent la loi LRU.

- A lire un commentaire du texte d'Annie VINOKUR, [La Loi LRU, par Annie Vinokur](#) par Bernard GENSANE [Université de Poitiers], décembre 2007.

- [L'enseignement supérieur en France. Analyse économique d'un effondrement \(implosion\) et des moyens d'une \(re\)naissance](#). J-L GAFFARD. *Lettre de l'OFCE* n° 292, 9 novembre 2007, 4pages. [en ligne]

Analyse "économiste" qui éclaire à sa façon (pro-LRU) les enjeux de la loi LRU. Extrait de l'introduction : "Le discours convenu insiste sur la nécessité de mettre en place un petit nombre d'établissements d'excellence, richement dotés et recrutant les meilleurs étudiants et les meilleurs chercheurs. Si nul ne peut contrevenir à cette exigence, autre chose est de considérer la nature et l'ampleur de l'aggiornamento nécessaire des institutions. Faut-il se limiter à créer des niches d'excellence à partir de l'existant ou faut-il envisager une réforme d'ensemble du dispositif universitaire ? Le propos de "l'essai de mise en perspective" d'Annie Vinokur (présent dans cette bibliographie) est de répondre à cette question en ayant recours aux catégories de l'analyse économique."

► [Cahier des charges établi en vue de l'élargissement des compétences des universités prévu par la loi relative aux libertés et responsabilités des universités](#) / H. GUILLAUME, M. BRABANT, C. LECA, C. REBOUL ; D. REVELIN ; IGAENR ; INSPECTION GENERALES DES FINANCES, octobre 2007, 20 pages. [en ligne].

"La loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités prévoit que, dans un délai de cinq ans à compter de sa publication, toutes les universités bénéficient de nouvelles responsabilités en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines. Elle dispose en outre que, indépendamment des volets budgétaire et de gestion des ressources humaines qui sont liés, et sans qu'un calendrier spécifique soit fixé en la matière, l'Etat peut transférer aux universités qui en font la demande la propriété des biens mobiliers et immobiliers qui leur sont affectés ou qui sont mis à leur disposition. (...) L'objet de ce "Cahier des charges" est ainsi de définir les critères permettant d'apprécier la capacité d'une université à assumer les nouvelles compétences prévues par la loi et à en tirer le plus grand parti. Ce document est volontairement centré sur les travaux à mener par les universités en vue de la réforme." Document technique qui aborde le seul point de vue financier mais qui se lit facilement. Voir notamment le chapitre gestion de la paye des personnels.

- Commentaire : [À propos du Cahier des charges des universités](#). Bernard GENSANE [Université de Poitiers], 15/11/2007.

- [Avis présenté au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation \(1\) sur le projet de loi relatif aux libertés des universités](#). M. Philippe ADNOT, Sénateur. Juillet 2007, 44 p.

Document portant sur l'environnement financier de la loi LRU et sur les modifications à apporter au Code des Impôts. L'avis considère « que l'efficacité du système d'enseignement supérieur et de recherche constitue la meilleure garantie de la croissance économique dans le contexte actuel de compétition économique internationale et de développement d'une économie de la connaissance. »

- **L'Europe du savoir contre l'Europe des banques ? La construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur**. Sandrine GARCIA. In *Constructions européennes, Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 166-167 – 2007/1-2. pp. 80-93.

Résumé : « Comment la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur a permis aux institutions « décisionnelles » européennes (Conseil de l'Union, Conseil de l'Europe, Commission européenne) de s'approprier une autorité politique en matière d'enseignement supérieur qu'elles ne possèdent pas officiellement. Pour les membres de ces institutions, ce domaine s'intègre dans une politique économique plus globale – formalisée à travers les « objectifs de Lisbonne » – qui fait de la souveraineté des États en matière d'éducation supérieure un obstacle à contourner. Mais ce processus (dit « de Bologne ») a aussi limité l'autonomie professionnelle des universitaires grâce aux divisions internes du monde académique et aux intérêts d'une partie des universitaires à construire une hiérarchie favorable à leurs propres investissements professionnels ».

- **Les territoires communs des détracteurs et des partisans de la « mondialisation libérale » : le cas de la libéralisation de l'enseignement supérieur.** Sandrine GARCIA. *Journal des anthropologues* n°96-97, 2004.

L'objet de cet article est de montrer comment s'impose aujourd'hui le modèle du marché dans l'enseignement supérieur en rupture avec la tradition française et les transformations qui en découlent dans la redéfinition de "l'offre de formation". Pour cela, on a mis en lumière les types de rationalités déployées par les acteurs impliqués dans ces transformations qui supposent un travail important de reformulation des enjeux économiques pour les rendre acceptables. .

- [Projet de loi de Finances pour 2008, Recherche et enseignement supérieur](#), 22 novembre 2007 (voir particulièrement le chapitre II.B relatif à la LRU). [en ligne, dernière consultation le 20 décembre 2007].

- [Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures](#) Annexe au projet de loi de Finances 2008. 198 pages. [en ligne, dernière consultation le 20 décembre 2007]

- [Projet de loi de finances pour 2007 : Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures.](#) Mission Interministérielle Recherche et Enseignement Supérieur (MIREs). 26 avril 2007, 215 pages. [en ligne, dernière consultation le 20 décembre 2007].

.Avis : rapport très technique. Partie 1 : Les orientations stratégiques de la politique nationale de recherche et d'enseignement Supérieur : le pilotage, développement des partenariats, partenariat entre la recherche publique et les entreprises, pôles de compétitivité et structuration des sites universitaires, espace européen de l'enseignement et de la recherche, la coopération internationale, les très grandes infrastructures de la recherche (TGIR), l'AERES, la vie étudiante et l'insertion professionnelle, le renforcement de la gouvernance, les bibliothèques et services de documentation... Partie 2, le financement de la politique nationale de recherche et d'enseignement supérieur : rappel des financements 2006 recherche et enseignement supérieur, les priorités 2007... Partie 3 : objectifs et les indicateurs de performance de la MIREs. Partie 4 : l'offre nationale d'enseignement supérieur. Partie 5 : l'effort de R&D en France et dans le monde : financement et exécution des activités R&D, positionnement de la R&D française au sein de l'OCDE, R&D dans les administrations et dans les entreprises française, activités de R&D dans les régions françaises... Annexes et PLF2007 ”

4. Le Plan licence

- [Communiqué du collectif SLU sur le plan "réussite en licence".](#) SAUVONS L'UNIVERSITÉ. 16 décembre 2007.

- [Communiqué du collectif SLU sur les violences dans les universités.](#) SAUVONS L'UNIVERSITÉ. 14 décembre 2007.

- [Plan licence : une naïveté déconcertante.](#) Bertrand MONTHUBERT, Président de l'association SAUVONS LA RECHERCHE (SLR). 14 décembre 2007.

- [Plan pluriannuel pour la réussite en licence : document d'orientation.](#) Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. 13 décembre 2007. 37 pages.

- [Plan pour la réussite en Licence : 730 millions d'euros d'ici 2012 : communiqué de presse.](#) Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Jeudi 13 décembre 2007.

- [Les mesures du Plan réussite en licence.](#) Valérie Pécresse. Vidéos au format real ou flash. 13 décembre 2007. Toutes les séquences sont accompagnées d'une transcription.

[Objectif du plan réussite en licence](#) (37 sec.), [Financement du plan réussite en licence](#) (2mn. 23), [Un accompagnement personnalisé pour chaque étudiant](#) (3 mn.), [Une rénovation du contenu de la licence](#) (5 mn.).

- [Valérie Pécresse lance son plan de réussite en licence.](#) *Le Nouvel Observateur*, 13 décembre 2007.

5. Les rapports publics

- [L'enseignement supérieur en France : état des lieux et propositions.](#) Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ; François GOULARD. 2007, 150 pages. [en ligne]. Pour information, lire sur son blog *Le Carnet de François Goulard* : « [L'agitation universitaire](#) » (21 nov. 2007) ou « [Service public et partenariat public-privé](#) » (29 novembre 2007.)

- [Université et emploi : améliorer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés](#). Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ; Patrick HETZEL. Octobre 2006, 112 pages. [en ligne].

- [L'évaluation des étudiants à l'université : point aveugle ou point d'appui ?](#) Inspection Générale de l'Administration de l'Education Nationale et de la Recherche ; Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche; Roger-François GAIER [Inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche]. Juillet 2007, 80 pages..
.*“ Lourdeur et opacité caractérisent, selon le rapport, l'évaluation des étudiants, celle-ci étant soumise à de nombreuses tensions et contraintes, notamment à cause d'une stratification de modèles hétérogène de délivrance des diplômes et de conflits de légitimités pédagogiques. Les rapporteurs estiment que l'Université devrait se saisir des évolutions en cours pour diffuser un modèle propre d'évaluation des étudiants. Ils émettent des recommandations pour établir une évaluation qui soit au service des objectifs de la formation: refonder le mode d'acquisition de la licence, simplifier l'évaluation et rendre du temps à l'enseignement...”*

- [Propositions pour une modification du décret 84-431 portant statut des enseignants chercheurs](#). Ministère de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche ; Bernard BELLOC. 2003, 16 p. [en ligne]

“ Bernard Belloc (...) recommande notamment de classer en trois catégories les tâches qui peuvent leur être demandées statutairement (activités formelles d'enseignement sans distingo entre formation en présence d'étudiants ou à distance, initiale ou continue ; activités d'animation et de responsabilités collectives ; activités de recherche, y compris de direction de thèses). Cette typologie permettrait d'établir le service de base (192 heures équivalents TD en activités formelles d'enseignement, plus au moins une activité d'animation et de responsabilité collectives, plus des activités de recherche).

- [Nouvelle définition des tâches des enseignants et des enseignants-chercheurs dans l'enseignement supérieur français](#). Eric ESPERET [président de l'université de Poitiers] ; FRANCE. Ministère de l'Education Nationale. Juillet 2001, 61 pages. [en ligne] *“La Commission analyse la situation des enseignants-chercheurs au sein de l'enseignement supérieur français en faisant un point sur la situation actuelle des missions effectives des enseignants au regard de celles prévues par les textes, des exemples étrangers et des autres personnels de l'université. Les propositions s'appuient sur deux types de scénarios. Le premier vise à aménager et toiler les règles et statuts actuels, le second cherche à définir une autre approche des services visant à une plus grande autonomie des établissements d'enseignement supérieur. Dans les deux cas les conséquences réglementaires et les coûts induits sont mesurés ”*

6. Motions de Conseils d'universités et d'autres instances institutionnelles

● [Le CNESER vote "contre" le budget 2008 de l'Enseignement supérieur](#). VOUSNOUSILS, Dépêches de l'Education, mardi 18 décembre 2007. **Cet article est à lire aussi en page Actualités du présent document.**

● [Motion de membres du Conseil d'Administration](#). Université Paris 7-Diderot. 14 décembre 2007.

- [Motion de la 10e section du CNU](#) [Conseil National Des Universités]. J-P. ENGELIBERT, 22 novembre 2007.

- [Le CNESER estime que le projet de loi est inacceptable en l'état](#). Motion votée lors de la séance du 22 juin 2007.

▶ [Motion des 3 conseils de l'Université Toulouse-Le Mirail](#). 26 juin 2007.

- [Motion du CA de l'université de La Réunion](#). 3 juillet 2007.

- [Motion du CA de l'université de Nantes](#). 6 juillet 2007.

▶ Plus de motions de conseils d'universités sur le site de Sauvons-La-Recherche : [ici](#)

7. Appels ou motions d'universitaires contre la loi LRU

- [Communiqué de SLU concernant les propos de Valérie Pécresse devant les membres élus du CNU](#). SAUVONS L'UNIVERSITÉ! (SLU). Mardi 18 décembre 2007. Suite à la convocation des membres élus du CNU par Valérie Pécresse à qui les membres du CNU avaient présenté un [courrier](#).

- [Compte rendu de la première Assemblée Générale de la coordination nationale \[des personnels universitaires\]](#). A Paris VIII-St Denis, le samedi 15 décembre 2007. Publié le 17 décembre 2007.
- [Lettre ouverte à Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche](#). COLLECTIF DES JEUNES CHERCHEURS d'Amiens, Bordeaux 3, Dijon, EHESS, ENS-Cachan, ENS-Ulm, Paris 1, Paris 3, Paris 10, Paris-Dauphine, Reims, Toulouse 2. Le 12 décembre 2007.
- [Pour une autre réforme de l'université](#) : la position des personnels, enseignants-chercheurs et étudiants du comité de mobilisation. COMITÉ DE MOBILISATION de l'ENS-LSH. 4 décembre 2007. A lire aussi dans les [Actualités de Fabula](#).
- [Compte rendu de la 2ème Assemblée Générale inter-universitaire](#). SAUVONS L'UNIVERSITÉ! (SLU). Publié le dimanche 9 décembre 2007 ou bien [Naissance d'une coordination des personnels](#).
- [Motion de la AG des collectifs "Sauvons l'université" et "Sauvons la recherche"](#). Georges DEBRÉGEAS. vendredi 30 novembre 2007.
- [Compte rendu de l'AG des personnels de l'Enseignement et de la recherche \(à l'appel de SLU et SLR\) du 29 novembre 2007, à Paris, Jussieu](#). Julie CLAUSTRE, MCF Histoire Médiévale, Université de Reims, le 29 novembre 2007.
- [Déclaration commune de l'ASES et de l'AFS concernant la réforme des universités](#). Dan FERRAND-BECHMANN, Présidente de l'Association Française de Sociologie (AFS). Charles GADEA, Président de l'Association des Sociologues Enseignants du Supérieur (ASES). [s.d.].
- [Position de certains sociologues et ethnologues de l'UTM contre la LRU](#). Université de Toulouse-Le Mirail. 4 décembre 2007 (signature du 29 novembre 2007).
- [Les personnels de l'Université Panthéon-Sorbonne se mobilisent](#). Mardi 27 novembre 2007.
- [Appel à tous les enseignants-chercheurs](#). Collectif Sauvons L'Université. 26 novembre 2007.
- [Pétition : Appel pour une autre réforme du service public d'enseignement supérieur et de la recherche](#). 28 novembre 2007.
- [Pétition : Appel des Cordeliers : pour une politique de service public pour l'enseignement supérieur et la recherche](#).
- [Appel de l'université de Paris VIII Vincennes-St Denis](#) du vendredi 16 novembre 2007.
- [Appels de l'Université Paris VIII Vincennes-St Denis](#) du 21 et du 29 novembre 2007.
- [Motion contre la loi LRU votée par l'Assemblée Générale du personnel du CMI](#). Université de Provence, 26 novembre 2007.
- [Derrière les réformes, quels services publics ?](#) Appel émanant d'enseignants-chercheurs de l'ENS.

8. Aux sources et autour de la loi LRU, le système universitaire

- [Installation d'une commission sur l'attractivité des métiers du supérieur](#) Portail du gouvernement, site du 1P^{er} Ministre. 18 décembre 2007.
- [Autonomie: compétitivité sauvage ou élitisme républicain ?](#) Guy BURGEL. in Universités : vers quelle autonomie ? *Revue Esprit*, novembre 2007, pp.136-145. Lire les nombreux autres articles de ce numéro d'*Esprit* dont on trouve une présentation dans l'article de *Libération* publié le 19 décembre 2007 : [HTU Les universités sauvées par la mondialisation](#).
- [La gouvernance des sciences en société, la gouvernance des sociétés en science : les tensions entre savoirs, pouvoirs et démocratie](#). Conférence : Sciences en Société au XXIème siècle : autres relations, autres pratiques. Dominique PESTRE (Directeur d'Etudes, Institut Koyré, Paris). Canal U : Colloques et conférences. 28 novembre 2007. 46 mn.
- [Les services publics en ligne de mire](#). COLLECTIF CONTRE LA LRU DU CAMPUS JOURDAN (Ecole normale supérieure/EHESS/Ecole d'économie de Paris). Christian BAUDELLOT, (sociologue, professeur émérite à l'ENS), Stéphane BEAUD et Florence WEBER (sociologues, ENS), Jérôme BOURDIEU et Muriel ROGER (économistes, Inra et Ecole d'économie de Paris), Bruno AMABLE (économiste, université Paris-I), Dominique LEVY (économiste, directeur de recherche au CNRS, Ecole d'économie de Paris)... *Libération*, rubrique « Rebonds », le 21 novembre 2007.
- [A l'attention des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques](#). Lettre de Valérie Péresse aux personnels BIATOS. [s.d.].

- [Proposition de loi relative à l'abrogation de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités. Groupe parlementaire Communiste à l'Assemblée Nationale](#). Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 21 novembre 2007. Renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.
- [Pour une université vraiment ouverte...](#) / Frédéric NEYRAT, sociologue, Université de Limoges. Novembre 2007.
- [Universités : l'incroyable classement des Mines](#). Hervé JOLY, chercheur CNRS, Université Lyon 2. 9 octobre 2007. [en ligne]
- [Pour une réforme progressiste de l'université](#) / Philippe CORCUFF (maître de conférences de science politique à l'IEP de Lyon). *Le Monde*, 22 novembre 2007. [en ligne]
- [Sans théorie de la relativité, pas de GPS ou Lettre ouverte d'un jeune astronome au Président de la République](#) / Cédric FOELLMY. 17 octobre 2007 publiée dans *Le Monde*, le 3 novembre 2007.
- [Penser la crise de l'université \(et de la recherche\) : premières réactions](#) / Alain CAILLÉ. *Revue du MAUSS permanente*, 15 novembre 2007. [en ligne].
- [Dix questions sur l'autonomie des universités](#) / Alison CARTIER. Observatoire Boivigny : 13 nov. 2007. .
Questions : C'est quoi une fac autonome ? ; Pourquoi le gouvernement tient-il tant à réformer l'université ? L'application de la loi va-t-elle entraîner une privatisation des universités, même partielle ? Les diplômes seront-ils conçus par et pour les entreprises ? L'Etat se désengage-t-il des universités ? Se dirige-t-on vers un système d'universités à deux vitesses ? Est-ce une réforme libérale de droite ? La réforme donne-t-elle trop de pouvoirs aux présidents d'université ? Va-t-il y avoir une augmentation des frais d'inscription ? Que se passera-t-il si la loi sur l'autonomie des universités est retirée à la suite des manifestations ?
- [Tierry Coulhon, de la CPU : il y a d'autres chantiers après l'autonomie](#). Propos recueillis par Pierre-Alban PILLET. Observatoire Boivigny. 3 juillet 2007.
- [Une illustration des périls de la loi sur l'autonomie des universités](#). Frédéric SAWICKI [professeur de sciences politiques à l'université Lille 2]. 8 novembre 2007. [en ligne].
Reproduction d'un courrier adressé le 6 novembre dernier par Richard DESCOINGS, Directeur de Sciences Po aux anciens élèves pour leur demander un soutien financier [financement des établissements d'enseignement supérieur par crédit d'impôt].
- [La transformation néo-libérale de l'université](#). COLLECTIF ABELARD composé de Maîtres de Conférence et de Doctorants. [2004] [en ligne].
- [Gouvernance des universités : la condition préalable à l'autonomie](#). INSTITUT MONTAIGNE ; Daniel LAURENT. 10 avril 2006.
Publication attachée :
 - [Enseignement supérieur : aborder la compétition mondiale à armes égales ?](#) INSTITUT MONTAIGNE ; Alain MÉRIEUX (Président du groupe de travail). Lyon, Novembre 2001. 121 pages (27 pages + annexes).
Sommaire : L'enseignement supérieur et la mondialisation (compétition, flux migratoires, émergence de pôles universitaires à vocation mondiale, tendance à la standardisation, émergence de marques universitaires mondiales, le cas de la France) ; Vers l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur par la décentralisation (Principe : pas d'autonomie sans autonomie financière, l'Administration centrale à travers la Direction des enseignements supérieurs, Un Haut Conseil de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sur le modèle de l'*University Grants Comitee* britanniques, Mise en oeuvre de la décentralisation, Le champ de la décentralisation, le rôle de l'Etat, gestion des emplois, gestion des personnels, le gouvernement des Universités, les contours de l'autonomie) ; Des fondations académiques pour amplifier la convergence entre les grandes écoles et les universités ?
 - Annexe 1 : L'ouverture internationale des grandes universités américaines (MIT, Stanford, Harvard, Berkeley).
 - Annexe 2 : L'enseignement supérieur en Europe (Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède)
 - Annexe 3 : L'enseignement supérieur aux Etats-Unis. Plusieurs articles notamment d'Henry Rosovsky, ancien Dean d'Harvard, avec un extrait de son essai *Harvard, mode d'emploi* (Editions Odile Jacob, octobre 1993) ; d'Olivier Blanchard, Professeur d'Economie, Directeur du département d'économie du M.I.T. (cf. *Libération*, 22 juin 1998) ; de Martin Trow, de l'université de Berkeley, « *Governance in the University of California : the transformation of politics into administration* ».
 - Annexe 4 : « *La gestion des enseignants-chercheurs* » Extrait du Rapport public particulier de la Cour des comptes sur la fonction publique de l'Etat, Tome 2, avril 2001.
 - Annexe 5 : « *Evaluation in the Italian University System* » Luigi Biggeri & Lucia Scarpitti, extrait du rapport de l'Osservatorio per la valutazione del sistema universitario, *International conference on evaluation : profession, business or politics ?* Rome, 29-31 octobre 1998.
- Voir aussi : [Enseignement supérieur, de l'autonomie a la modernisation !](#) INSTITUT MONTAIGNE, 18 juin 2003. 8 pages.

- [Les leviers de la croissance française](#). CONSEIL D'ANALYSE ECONOMIQUE ; P. AGHION ; G. CETTE ; E. COHEN ; J. PISANI-FERRY. 2007 (à paraître à la Documentation française).[en ligne] .

.Ce rapport établit le diagnostic du décrochage économique de la France et propose des pistes de réformes favorables à l'augmentation de la croissance française, notamment par l'augmentation de la durée du travail, l'incitation à l'emploi des jeunes et au cumul emploi-études, la fusion ANPE-ASSEDIC, la proposition « *d'améliorer les conditions de rupture du contrat de travail* » pour les employeurs, « *en remplaçant les procédures contentieuses par des règles d'indemnisation fixes...* », réformer l'enseignement supérieur, etc. Voir essentiellement le chapitre 3.4, p.78-85.

- Pouvoirs et mesure en éducation. Annie VINOKUR (dir.) in *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, revue internationale de sciences sociales éditée par l'ARES (Association de recherche sur l'éducation et les savoirs) et Maison des Sciences de l'Homme (Paris), Institut de recherche sur le Développement (IRD) et laboratoire Savoirs et Socialisations en éducation et formation (Université Jules Verne, Amiens). Numéro hors-série, Septembre 2005.

En 3 parties : 1- Gouverner l'éducation par la mesure [avec article « Mesures et connaissances sur le système d'enseignement supérieur : le cas du Mexique » de Sylvie DIDOU AUPETIT, sociologue, DIE-CINVESTAV, Mexique] ; 2- La mesure de l'efficacité de l'éducation comme outil de décision ; 3- La carte, le terrain, le code.

- [La valorisation de la recherche](#). Inspection Générale des Finances ; Inspection Générale de l'Administration de l'Education nationale et de la Recherche [IGAENR] ; Henri GUILLAUME; Maxence LANGLOIS-BERTHELOT; Emmanuel MACRON ; Pierre-A.lain de MALLERAY. Janvier 2007, 250 pages.

9. Systèmes universitaires à l'étranger

● lire l'article déjà indiqué dans 1 autre rubrique du présent document :

- [Université : un autre financement est possible](#). Eric MAURIN. La Vie des Idées, 13 novembre 2007.

● **Défis mondiaux et traditions universitaires : comparaisons européennes**. Catherine PARADEISE. in *Universités : vers quelle autonomie ? Revue Esprit*, novembre 2007, pp.82-96.

- [L'université italienne et le nouveau projet de réforme](#). Elodie MARTIN; Jean FAVERO. Ambassade de France en Italie. 30 décembre 2004, 24 pages..

- [La loi dite "LRU" et le "modèle anglo-saxon"](#). Anne E. BERGER [Centre d'études féminines et d'études de genre, Paris 8, Département d'études romanes, Cornell University]. *Actualités de Fabula*, mercredi 21 novembre 2007.

- [Grande-Bretagne : Recherche et enseignement supérieur une situation contrastée](#). Andrew J. MAYNE. Lundi 15 octobre 2007.

- [L'université américaine, un modèle ?](#) Romain HURET (maître de conférences à l'université Lyon-II, membre du centre d'études nord-américaines de l'Ecole des hautes études en sciences sociales). Libération du 7 décembre 2007.

- [Regards sur l'enseignement supérieur et l'action culturelle des Etats-unis : l'autonomie au service de la diversité](#) / SENAT, rapport n° 239 du 14 février 2007, 47 pages. [en ligne].

Texte d'introduction au rapport : “ *La commission des affaires culturelles [du Sénat] a effectué une mission sur la côte Est des Etats-Unis en septembre 2006 de façon à apporter l'éclairage d'un exemple étranger, souvent présenté comme modèle, dans deux débats qui sont au cœur de l'actualité politique. L'organisation de l'enseignement supérieur américain est radicalement différente de la nôtre. Là où le système français, étroitement contrôlé par l'Etat, ne laisse aux universités qu'une autonomie limitée, les Etats-Unis laissent à des mécanismes proches de celui du marché le soin de réguler un système où les établissements disposent d'une entière liberté dans le recrutement et la rémunération de leurs professeurs, dans la sélection de leurs étudiants et jusque dans la collation des diplômes.* ”

10. Grève, blocage, action politique, démocratie...

- [Démission de la vice-présidente de l'université de Montpellier](#). Communiqué de la vice-présidente du Conseil d'Administration de l'université Paul Valéry Montpellier 3. Marie-Paule MASSON. 19 décembre 2007.

- [L'universalisme démocratique : histoire et problèmes](#). Pierre ROSAVALLON (professeur au Collège de France, chaire « Histoire moderne et contemporaine du politique » et directeur d'études à l'EHESS). La Vie des idées, Essais et travaux. 17 décembre 2007.

- [Les derniers grévistes étudiants promettent de "repartir sur de nouvelles bases" en janvier](#). Luc CÉDELLE ; Geoffroy DEFRENNES (Lille, correspondant). Publié dans *Le Monde* du 20 décembre 2007.

- [Chers collègues, engagez-vous, ça n'engage plus à rien !](#) : cher[e]s collègues de Rennes 2 et des autres universités. Publié le 16 décembre 2007 sur INDYMEDIA Paris.

- [Le blocage des universités : enjeux et contradictions](#). Christophe VOILLIOT (Maître de conférences à l'Université Paris-X Nanterre et chercheur au sein du Groupe d'Analyse Politique). *Mouvements*, rubrique Laboratoire des luttes.
« Une rhétorique conservatrice tourne en dérision le blocage des universités par les étudiants. Analyse nuancée de ce mode d'action, par un enseignant-chercheur, militant syndical ».

- [Université et démocratie : sauvons les AG !](#) Charalampos ORFANOS (MCF, Département de langues et littératures anciennes, Université de Toulouse II- Le Mirail). *Actualités de Fabula*, mardi 11 décembre 2007.
« il me paraît donc urgent d'affirmer la légitimité des Assemblées générales des étudiants et de protéger cet espace de démocratie... »

- [Lettre ouverte de Madame TRIN \(service traitements de Paris-Sorbonne\) de l'université de Paris IV à Madame Valérie Péresse](#). Information publiée par Marc Escola. *Actualités de Fabula*, mardi 11 décembre 2007.
« Réponse au courrier [de Valérie Péresse] que tous les personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques des universités ont reçu par voie électronique ce matin 28 novembre 2007. »

- [Le mouvement universitaire, les "blocages" et les significations de l'antiblocage](#). Jérôme VALLUY (Maître de conférence, science politique, Paris 1). 2 décembre 2007. En réponse à l'article « [Blocages mortifères](#) » de Christophe RAMAUX (MDC économie Paris 1, MATISSE) paru dans *Le Monde* du 29 novembre 2007.

- [Au cœur de notre syndicalisme : l'avenir de notre université et la démocratie](#). FEDERATION SUD-ETUDIANT (en réponse à une chronique de Jacques JUILLARD). *Le Nouvel Observateur* du 29 novembre au 2 décembre 2007.

- [Roland Barthes et la grève : "L'usager de la grève" \(extraits\)](#) in *Mythologies*, 1957. Bernard GENSANE [Université de Poitiers]. 19 novembre 2007.

- [Souveraineté de la grève](#). Jean BAUDRILLARD. European Graduate School. Article paru aussi dans *Libération*, lundi 18 décembre 1995, rubrique Rebonds. Sur les « grandes » grèves de 1995.

- [Nous sommes tous des managers](#). Vincent DE GAULEJAC, professeur de sociologie à Paris 7, directeur du Laboratoire du Changement Social. Propos recueillis par M. Robert et S. Barthélémy. *EcoRev'* Revue critique d'écologie politique, 1^{er} mars 2007. « Pénétrant tous les recoins de la vie sociale et productive, la gestion n'a cessé d'instiller des valeurs et un art de vivre "hyperbourgeois" fondés sur l'argent, la "lutte des places" et la course à la reconnaissance. Le diagnostic est sombre mais pas désespéré : "Quelque chose en l'homme résiste inéluctablement" ».

- [L'Université dans la tourmente](#). Émission de télévision présentée par Patrick Champagnac. Invités : Daniel Filâtre (Président de l'Université de Toulouse-Le Mirail, Toulouse 2) ; Tristan Renard (porte-parole de l'AG des étudiants du Mirail) ; Alexandre Martinez (porte-parole de Libertafac). France 3 Midi-Pyrénées, La Voix est libre, diffusée le 8 déc. 2007, 21 mn.

11. Divers

● [Qu'est-ce que l'équité ?](#) OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS. Rubrique Comprendre - Les questions clés. [s.d].
« Qu'est-ce que c'est que l'équité au juste ? On utilise souvent ce concept (ou celui d'égalité des chances, ce qui revient à peu près au même) à la place de celui d'égalité. Pourtant ce n'est pas exactement la même chose ».
Voir aussi sur le même site l'article suivant : [HTUL'origine sociale des étudiants](#) (3 juin 2003).

- [Recherche partenariale : l'ANR consulte les entreprises](#). AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE. 17 décembre 2007. 16 séquences vidéo d'une durée de 2 à 20 mn. En totalité 55 minutes environ.
« Le 3 octobre 2007, l'ANR a réuni les entreprises autour du thème de la recherche partenariale, de tables rondes et de deux ateliers : "la place des entreprises dans la programmation de l'ANR" et "les entreprises et les outils de l'AN". ». Principaux intervenants : Luc ROUSSEAU (Directeur Général des Entreprises) ; Philippe POULETTY (France Biotech) ; Joëlle GAIER (Alcatel Lucent) ; Jean Claude ANDREINI (Burgeap) ; Christian COLETTE (Arkema) ; Clément-Marc FALINOWER (EDF R&D) ; Michel POIREAU (Commission européenne) ; Gérard ROUCAIROL (Bull) ; Brigitte Cardinael (France Telecom) ; Jacqueline LECOURTIER (Directeur général ANR)

- [Pacte pour la recherche](#). MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE. 2005-2006, mise à jour datée de janvier 2007.
Sommaire du dossier : Exposés des motifs ; [Texte définitif de la loi de programme pour la recherche](#) ; annexe budgétaire, fiches pratiques ; calendrier.

- [Lettre d'orientation pour le Contrat quadriennal 2009-2012](#) / Université Paris 9-Dauphine, 12 novembre 2007, 11 pages.
Analyse de cette lettre d'orientation : [L'avenir programmé de l'enseignement supérieur : LRU, « fantasmes » ou réalité ? Comment les documents officiels des universités de l'élite révèlent les vrais objectifs de la loi Pécresse](#). ATTAC 93, vendredi 30 novembre 2007.
- [Les Français et l'Université](#). [sondage réalisé pour Acteurs publics et Le Monde]. Frédéric DABI, Directeur du département d'Opinion Publique / IFOP, 21 novembre 2007. [en ligne].
- [Le piège de la gouvernance](#). Bernard CASSEN, *Le Monde diplomatique*, juin 2001, p.28. [en ligne].
- [Vers des établissements scolaires autonomes](#). INSTITUT MONTAIGNE ; Alain MERIEUX (président du groupe de travail), novembre 2001. [en ligne].
- [Bientôt l'autonomie des collèges et des lycées ?](#) Frédéric CAUPIN (Maître de Conférences à l'Ecole Normale Supérieure). 10 décembre 2007. [en ligne].
- [Lettre de mission de M. Nicolas SARKOZY, Président de la République, adressée à M. Xavier Darcos, Ministre de l'Education nationale](#). 5 juillet 2007.
- Voir aussi la [Lettre de mission de Xavier DARCOS à Marcel COCHARD](#), Conseiller d'Etat. 20 septembre 2007.
- [L'émancipation salariale contre la doxa travailliste](#). Richard SOBEL. *EcoRev'* [Revue critique d'écologie politique]. 1er mars 2007.
« Sans aucun doute, il y aurait beaucoup à craindre de voir le thème de la "valeur travail" tomber sous les fourches caudines de la doctrine économique libérale. Entre le mot d'ordre, très en vogue aujourd'hui, "travailler plus pour gagner plus" et l'adage non moins célèbre "tu gagneras ton pain à la sueur de ton front", le passage à la servitude volontaire tient à peu de chose. Comme nous le rappelle Richard Sobel, tout dépend en fait des protections que la "société salariale" se donne au travers de ses institutions ».

12. Sites d'informations sur internet

a) Médias

- <http://www.lemonde.fr/>
- <http://www.lemonde.fr/web/recherche/0,13-0,1-0,0.html> (les Archives du Monde)
- <http://www.liberation.fr/>
- <http://tempsreel.nouvelobs.com/>

b) Informations sur la LRU

- <http://www.sauvonsluniversite.com/>
- <http://www.sauvonslarecherche.fr/>
- <http://www.nouvelleuniversite.gouv.fr/>
- <http://infofoipecresse.over-blog.com/>
- <http://www.universite-democratique.org>

c) Mobilisation dans les universités

- <http://slu.lille3.free.fr/>
- <http://universitesgrenoblelrु.wordpress.com/> (les universités de Grenoble et la LRU : les personnels se mobilisent)
- <http://www.infofac.new.fr/>
- <http://www.eurowiki.com/>
- <http://collectifjeuneschercheurs.over-blog.fr/>
- <http://lenumerozero.lautre.net/spip.php?article1349> (nombreux liens sur des sites web universitaires anti-LRU)
- <http://www.over-blog.com/blog-annuaire-1-lru.html> (liste de blogs sur les luttes étudiantes et sites sur la loi LRU)
- <http://jourdanelutte.blogspot.com/>

d) Informations sur l'enseignement supérieur et la recherche

- <http://www.boivigny.com/> (l'Observatoire Bovigny présente chiffres, stratégies et l'actualité de l'enseignement supérieur)
- <http://www.anrt.asso.fr/index.jsp>
- <http://www.agence-nationale-recherche.fr/>
- <http://www.lors.fr/> (sur abonnement seulement, voir avec votre établissement)